

date de dépôt :

demandeur :

adresse terrain :

Commune de

Affaire suivie par :

Le Maire

à

**Objet :** Mise en demeure de régularisation des travaux

**Référence :** PC n°  
DAACT déposée le

Madame, Monsieur,

Vous avez déposé le xx/xx/xxxx une déclaration attestant l'achèvement et la conformité des travaux au permis de construire qui vous a été délivré.

Le xx/xx/xxxx mes services se sont rendus sur place et ont constaté que les travaux réalisés ne sont pas conformes sur les points suivants :

- 
- 

La DAACT, que vous avez formulée le xx/xx/xxxx, n'a pas été contestée dans le délai prévu de (3 ou 5) mois en application des articles R.462-6 et R.462-10 du code de l'urbanisme.

Cependant, je vous informe que les travaux exécutés ne correspondent pas à ceux autorisés et constituent une infraction de nature à générer une poursuite contentieuse à votre égard.

Aussi, je vous invite à régulariser votre situation dans les plus brefs délais.

A défaut, je me verrais dans l'obligation de faire dresser procès-verbal.

Je vous prie de croire, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Fait, le  
Le Maire

**Délais et voies de recours :** Vous pouvez contester la présente mise en demeure devant le tribunal administratif dans les DEUX MOIS qui suivent sa réception.

**Exécution de travaux non autorisés par le permis ou la déclaration préalable :**

Selon l'article L. 480-4 du code de l'urbanisme : « Le fait d'exécuter des travaux mentionnés aux articles L. 421-1 à L. 421-5 en méconnaissance des obligations imposées par les titres Ier à VII du présent livre et les règlements pris pour leur application ou en méconnaissance des prescriptions imposées par un permis de construire, de démolir ou d'aménager ou par la décision prise sur une déclaration préalable est puni d'une amende comprise entre 1 200 euros et un montant qui ne peut excéder, soit, dans le cas de construction d'une surface de plancher, une somme égale à 6000 euros par mètre carré de surface construite, démolie ou rendue inutilisable au sens de l'article L. 430-2, soit, dans les autres cas, un montant de 300 000 euros. En cas de récidive, outre la peine d'amende ainsi définie un emprisonnement de six mois pourra être prononcé. Les peines prévues à l'alinéa précédent peuvent être prononcées contre les utilisateurs du sol, les bénéficiaires des travaux, les architectes, les entrepreneurs ou autres personnes responsables de l'exécution desdits travaux. »